



**PRÉFÈTE
DE L'ALLIER**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
des territoires**

Service : SAUDT

Bureau : Prévention des risques



REVISION DU PLAN DE PREVENTION DES RISQUES INONDATION
(PPRI)
VAL DE CHER

**DOSSIER DE SAISINE DE L'AUTORITE ENVIRONNEMENTALE
DANS LE CADRE DU DISPOSITIF D'EVALUATION
ENVIRONNEMENTALE AU CAS PAR CAS**

Table des matières

1 Textes de référence.....	3
2 Contexte.....	4
2.1 Le risque inondation du Val-de-Cher.....	4
2.2 L'exposition au risque inondation du Val-de-Cher.....	5
2.3 Prise en compte du changement climatique.....	7
3 Objectifs de révision du PPRI Val-de-Cher.....	9
3.1 La situation actuelle du PPRI Val-de-Cher.....	9
3.2 Les motifs de révision de ce PPRI.....	9
4 Description des caractéristiques principales du futur PPRI.....	9
5 Description des caractéristiques principales de la zone concernée.....	10
5.1 Procédure d'urbanisme en cours ou documents de planification approuvés.....	10
5.2 Enjeux environnementaux du territoire.....	10
5.3 Analyse du risque de report d'urbanisation.....	11
6 Descriptions des principales incidences sur l'environnement et la santé humaine de la mise en œuvre du PPRI.....	12
7 Annexes.....	13

1 Textes de référence

La procédure de demande d'examen au cas par cas pour les plans et programmes a été introduite par la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement et le décret n° 2012-616 du 2 mai 2012 relatif à l'évaluation de certains plans et documents ayant une incidence sur l'environnement.

Son objectif est d'identifier en amont, parmi les plans et programmes visés par l'article R 122.17.II du code de l'environnement, ceux qui sont susceptibles d'avoir des impacts notables sur l'environnement et donc de faire l'objet d'une évaluation environnementale.

Il résulte du 2ème paragraphe de l'article R 122.17.II du code de l'environnement que les plans de prévention des risques naturels prévisibles prévus par l'article L 562.1 du même code relèvent de l'examen au cas par cas. Par ailleurs, les révisions des plans de prévention des risques naturels, telles que définies par l'article L 562.4.1 et l'article R 562.10 du code de l'environnement, sont également visées par l'obligation d'un examen au cas par cas.

Cette autorité se prononce alors au regard des informations fournies par la personne publique responsable et des critères de l'annexe II de la directive n°2001/42/CE. Elle dispose d'un délai de deux mois à compter de la réception de ces informations pour prescrire, par décision motivée, la personne publique responsable la nécessité ou non de réaliser une évaluation environnementale.

2 Contexte

2.1 Le risque inondation du Val-de-Cher

Le Val-de-Cher (communes d'Audes, Estivareilles, Vaux, Reugny, Nassigny, Vallon-en-Sully, Meaulne, Urçay et Lételon) situé à l'aval immédiat de l'agglomération de Montluçon est soumis au risque inondation lié à la rivière Cher qui le traverse, et à son principal affluent l'Aumance au niveau de la commune de Meaulne.



Sur ce secteur, l'aléa inondation peut-être lié à 2 types de phénomènes :

- Une crue du Cher : qui porte sur l'ensemble du bassin du Cher et se caractérise par des événements climatologiques d'envergure,
- Une crue des affluents du Cher : il s'agit alors de faibles superficies dont les crues sont davantage la conséquence de phénomènes locaux de fortes intensités et se caractérisent par leur soudaineté et leur rapidité.

Le bassin versant du Cher draine une superficie d'environ 1 700 km². Il prend sa source dans les contreforts du Massif Central (plateau des Combrailles) dans la commune de Mérinchal (département de la Creuse) à 828 mètres d'altitude. Il rejoint la Loire au niveau de Villandry avec une superficie de 14 000 km² pour un linéaire de 368 kms. Le climat est de type océanique ; les hautes eaux sont durant l'hiver provoquées par la succession d'épisodes pluvieux de flux d'ouest et les basses eaux sont en été. Les moyennes annuelles sont de l'ordre de 600-700 mm à 1 000-1 200 mm.

Deux grandes unités à la fois morphologique et hydrologique peuvent-être distinguées :

- Le Cher « torrentiel » qui part des sources à Montluçon. Les crues du Cher à Montluçon sont en grande partie le résultat des crues de la Tardes et du Haut-Cher.
- Le Cher « des plaines » de Montluçon à la confluence avec la Loire. Dans cette partie, le Cher est nettement moins encaissé avec des pentes moins importantes

Dans le secteur du Val de Cher, le Cher est une rivière de plaine qui méandre dans un large lit majeur (500m environ). La vallée est longée par la RN144 en rive droite et le canal du Berry et la voix SNCF en rive gauche.

2.2 L'exposition au risque inondation du Val-de-Cher

Une étude de définition de l'aléa inondation du Cher et de l'Aumance a été réalisée sur l'ensemble du Val-de-Cher par le bureau d'études ANTEA, et une nouvelle cartographie a été livrée en juin 2023. Les objectifs de cette étude sont les suivants :

- définir les limites de la zone inondable pour les différentes occurrences de crues par débordement du Cher, de son affluent l'Aumance et du canal de Berry.
- déterminer en tout point de la zone inondable la cote des plus hautes eaux et les vitesses d'écoulement pour les différents scénarios et occurrences de crues sur le périmètre d'étude.
- cartographier les zones inondables, les hauteurs et les vitesses de la rivière Cher et de son affluent l'Aumance pour les 3 niveaux d'événements suivants :
 - fréquent (Q5, Q10, Q20, Q30, Q50)
 - moyen (Q100) → crue de référence
 - exceptionnel (Q1000)

Parmi les diverses crues du Cher, les 3 événements les plus importants répertoriés sont les suivants :

- Mai 1940 : cet événement de printemps est de manière générale assez mal documenté. Le débit du Cher à Montluçon aurait été estimé à 780 m³/s (h=3,58m) soit une période de retour d'occurrence supérieure à 50 ans.
- Mai 1958 : le débit de pointe à Montluçon a été estimé à 610 m³/s (h=3,66) soit une occurrence supérieure à 10 ans.
- Octobre 1960 : le débit à Montluçon a été estimé à 850 m³/s (h=3,70m) soit une occurrence proche de 100 ans. Cela constitue les plus hautes eaux connues.

Au regard de l'analyse hydrologique menée et dans une démarche sécuritaire, les valeurs suivantes issues :

- à la station de Montluçon : de l'étude de Montluçon de 2017-2018 (ces valeurs faisant consensus à travers les différentes études et prenant en compte le barrage de Rochebut),
- à la station de Hérisson : de l'ajustement statistique réalisé dans le cadre de la présente mission pour les périodes de retour allant jusqu'à 100 ans et de l'étude 3P de 2020 pour la période de retour 1000 ans.

ont été retenues.

Les débits de pointe retenus (m³/s) du Cher en Aval de Saint-Victor et de l'Aumance en amont de Meaulne-Vitray sont les suivants :

Période de retour	Cher en aval de Saint-Victor	Aumance en amont de Meaulne-Vitray
5 ans	185	170
10 ans	230	210
20 ans	480	250
30 ans	550	270
50 ans	650	300
100 ans	865	340
1 000 ans	1 460	620

L'aléa moyen d'occurrence Q100 (crue centennale), légèrement supérieur à la plus haute crue connue (1960) servira de référence à la révision du PPRi pour le Cher et l'Aumance.

La population des 9 communes concernées s'élève à 5919 habitants (INSEE 2021)

On estime que la population permanente exposée au risque d'inondation pour la crue centennale est de 300 personnes.

Le secteur est peu touristique et la population ne subit pas d'augmentation notable lors de la période estivale. On ne recense qu'un seul camping de faible capacité à Vallon en Sully.

L'étude d'aléa a permis d'identifier différentes infrastructures et activités soumises au risque d'inondation sur le territoire :

- 5 kms de tronçons de routes départementales, répartis sur 8 communes, peuvent être impactés ;
- 2 établissements recevant du public (ERP) sont concernés par le risque d'inondation : école de Vaux et Musée du canal du Berry à Audes ;
- 2 stations d'épurations à vallon en Sully et Reugny.

2.3 Prise en compte du changement climatique

Le 6^e rapport du GIEC, publié en 2022, met à jour l'état des connaissances scientifiques concernant l'évolution des aléas à l'échelle planétaire. Ses résultats confirment la nécessité de prendre en compte les effets du changement climatique pour prévenir les risques naturels dès que des projections robustes sont ou seront disponibles. En effet, si certaines conséquences du changement climatique sont désormais bien caractérisées scientifiquement, d'autres restent empreintes d'incertitudes importantes qui dans les cas les plus défavorables ne permettent pas à ce jour de dégager des tendances locales. Ceci est d'autant plus vrai que les phénomènes sont locaux (pluies sous orages, inondation par ruissellement, crues éclairs...) et qu'on s'intéresse à des événements rares (période de retour centennale).

Ainsi, si les connaissances scientifiques concernant l'impact du changement climatique à l'échelle nationale, voire régionale, vont progressivement être précisées, elles ne permettent pas encore, à ce jour, de définir une doctrine applicable à l'échelle locale en ce qui concerne l'évolution des précipitations et les débordements de cours d'eau.

En effet, ces aléas obéissent à d'autres logiques, et notamment à une variabilité spatiale importante. La descente d'échelle du niveau global à l'échelle locale reste ainsi difficile, et ce d'autant plus que la France métropolitaine se situe à cheval sur deux "régions" climatiques dont la frontière n'est pas clairement déterminée (Europe centrale et orientale et Méditerranée).

Précipitations : il peut être anticipé une augmentation, en moyenne à l'échelle planétaire, du nombre d'épisodes intenses. Il est toutefois plus délicat de l'affirmer pour une partie du globe et encore plus pour une région française, en raison de la dynamique de l'atmosphère. Les modèles indiquent globalement, mais sans convergence absolue, une augmentation des pluies intenses liées au passage de grandes perturbations, en particulier au Nord du pays. Ils ne parviennent cependant pas à un consensus concernant l'évolution des pluies intenses sous orage (épisodes méditerranéens), et leurs résultats présentent une grande hétérogénéité spatiale. Des recherches complémentaires sont nécessaires pour affiner les résultats, en particulier pour les événements rares comme ceux pris en compte par les politiques de prévention des risques naturels (l'aléa de « référence » étant la pluie centennale). La généralisation de l'utilisation des modèles tenant compte explicitement de la convection pour les simulations climatiques est une opportunité pour affiner les résultats.

Débordement de cours d'eau : la complexité réside dans la nécessité de prendre en compte le comportement des bassins versants, qui pourraient réagir de manière différente en raison de l'évolution de l'humidité des sols. À ce stade, les données disponibles sont peu nombreuses pour les événements rares, et très hétérogènes d'un bassin versant à un autre. Pour les inondations de grands bassins versants, il semble qu'une augmentation des crues « fréquentes » (crues annuelles à décennales) est à anticiper, sans pouvoir le quantifier très précisément à ce stade ; pour les inondations de petits bassins versants, les incertitudes sont encore trop importantes pour dégager une tendance.

Météo-France met à disposition les données dont elle dispose sur son portail DRIAS ou Climadiag. Néanmoins, ces outils, s'ils permettent d'améliorer la connaissance générale de l'évolution des aléas pour des périodes de retour d'ordre décennal, n'intègrent pas les événements servant de référence aux politiques de prévention des risques. En effet, pour l'élaboration des plans de prévention des risques naturels, il est nécessaire de prendre en compte les événements dits « rares » (période de retour centennale ou supérieure).

La prise en compte du changement climatique dans la politique de prévention des risques naturels nécessite donc de faire des choix collectifs et de s'inscrire dans une démarche nationale. La DGPR prévoit de mettre à jour et préciser la prise en compte du changement climatique pour la prévention des différents aléas dès que les données suffisantes seront disponibles. Elle inscrit cette action par ailleurs dans la démarche nationale d'adaptation au changement climatique en cours d'élaboration par le Gouvernement, à travers le nouveau plan national d'adaptation au changement climatique (PNACC). Ce plan définira les nouvelles actions concrètes à mettre en œuvre, qui permettront d'adapter l'ensemble du pays aux effets du changement climatique. Ces deux documents seront construits sur la base de la trajectoire nationale de réchauffement actuellement mise en consultation. Elle se base sur un réchauffement mondial de + 1,5 °C en 2030 (soit + 2 °C France) à + 2 °C en 2050 (+ 3 °C France), + 3 °C en 2100 (+ 4 °C France), et servira de référence à toutes les actions d'adaptation menées par chaque politique sectorielle, notamment la prévention des risques naturels.

L'aboutissement des travaux sur les référentiels conduira à une nécessaire évaluation sur la priorisation pour réviser les PPRn existants. Les préfets seront ensuite invités à intégrer cette réflexion dans la priorisation des PPRn, actuellement encadrée par la feuille de route 2022-2024 sur la prévention des risques naturels, à l'aune de critères que la DGPR élaborera sur la base des écarts constatés entre les aléas de référence et l'estimation des aléas à long terme, et les autres enjeux relatifs aux PPRn (notamment les besoins de PPRn sur des territoires en étant dépourvus, évolution des territoires et des enjeux constatée ou projetée). Cette priorisation prendra en compte les moyens mobilisables dans les services déconcentrés.

Sans attendre l'aboutissement de ces chantiers, la DGPR soutient les travaux de ses opérateurs pour améliorer la connaissance de l'évolution des aléas, dans l'objectif de mettre à jour - lorsque cela s'avérera nécessaire - le dimensionnement et les objectifs à atteindre pour les outils de la politique de prévention des risques naturels (surveillance, cartographie, mise en place de plans de prévention des risques dans les communes, etc.).

3 Objectifs de révision du PPRi Val-de-Cher

3.1 La situation actuelle du PPRi Val-de-Cher

Ce PPRi concerne les communes de Saint-Victor, Estivareilles, Vaux, Reugny, Nassigny, Vallon-en-Sully, Meaulne, Urcay et Lételon. Il a été approuvé par l'arrêté préfectoral n° 3089/2000 du 25 juillet 2000.

3.2 Les motifs de révision de ce PPRi

Afin d'assurer la bonne gestion du risque inondation sur les territoires traversés par la rivière Cher, il est apparu cohérent d'améliorer la connaissance de l'aléa inondation sur le secteur du Val-de-Cher.

En effet le secteur du Val-de-Cher est couvert par un PPRi vieillissant datant de juillet 2000. Ce PPRi a été établi avant les guides d'élaboration et un certain nombre de cadrages réglementaires.

Plusieurs éléments justifient cette révision :

- Un aléa de référence défini de façon non conforme par rapport au décret n°2019-715 du 05 juillet 2019 (par exemple aléa fort à partir de 2 m de hauteur d'eau),
- Un règlement du PPRi qui nécessite d'être complété pour une meilleure prise en compte de la réduction de la vulnérabilité, de l'adaptation des nouvelles constructions au risque et de la préservation des champs d'expansion des crues,
- L'amélioration des techniques permettant une modélisation plus fine de l'aléa prenant en compte les évolutions du territoire et les retours d'expériences des crues récentes,
- La nécessité d'assurer la cohérence avec le PPRi du Cher dans l'agglomération Montluçonnaise révisé en 2020.

4 Description des caractéristiques principales du futur PPRi

Le futur PPRi sera réalisé sur les 9 communes suivantes : Audes, Estivareilles, Vaux, Reugny, Nassigny, Vallon-en-Sully, Meaulne, Urcay et Lételon

Sur la base de la cartographie de l'aléa de référence du futur PPRi, réalisée et restituée par le bureau d'études ANTEA en juin 2023, le dossier de ce PPRi comprendra en dehors de ses annexes :

- le zonage réglementaire résultant du croisement de l'aléa et des enjeux, comprenant à minima le champ d'expansion des crues, une zone d'interdiction et une zone d'autorisation sous prescription,
- le règlement qui visera :
 - en zone non urbanisées, à préserver les champs d'expansion des crues,

- en zone d'aléa fort et très fort, à interdire les nouvelles constructions et à réduire la vulnérabilité de la population exposée,
- en zone d'aléa modéré, à adapter les constructions aux contraintes de submersion,
- La note de présentation expliquant le contexte, les principes retenus et la méthode d'élaboration du PPRi.

Le PPRi constituera une servitude d'utilité publique qui sera annexée aux documents d'urbanisme. Il s'imposera aux projets de permis de construire et au bâti existant. La zone inondable sera intégrée au plan général des documents d'urbanisme et au plan des servitudes.

5 Description des caractéristiques principales de la zone concernée

5.1 Procédure d'urbanisme en cours ou documents de planification approuvés

Les 9 communes composant le Val-de-Cher se répartissent sur les 2 établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) suivants :

- La Communauté de Communes Val-de-Cher : Audes, Estivareilles, Nassigny, Reugny, Vallon-en-Sully et Vaux,
- La Communauté de Communes du Pays de Tronçais : Lételon, Meaulne et Urcay.

Concernant les documents d'urbanisme, les communes d'Estivareilles, Meaulne, Reugny, Vallon-en-Sully et Vaux sont couvertes chacune par un PLU. Le PLU de Vaux est en cours de révision.

La commune de Nassigny dispose d'une carte communale.

Les communes d'Audes, Urcay, et de Lételon dépendent du règlement national d'urbanisme (RNU).

5.2 Enjeux environnementaux du territoire

La surface de la zone concernée est en majorité en zones naturelles.

La population des 9 communes s'élève à 5919 habitants (INSEE 2021).

Les zones naturelles sensibles présentes sont multiples :

- 1 zone Natura 2000 – ZSC (Zone Spéciale de Conservation – Directive Habitats), dénommée Coteaux, bois et marais calcaires de la Champagne Berrichonne
- 2 ZNIEFF (Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique)
 - 1 ZNIEFF de type 1, dénommée Vallée du Cher en aval de Montluçon (d'Audes à Lételon)
 - 1 ZNIEFF de type 2 dénommée Vallée du Cher (d'Audes à Lételon)

5.3 Analyse du risque de report d'urbanisation

On constate (voir tableaux ci-dessous) :

- l'absence totale de zone AU en zone inondable que se soit dans le PPRi actuel ou futur,
- une absence d'évolution des zones N et des zones protégées (ZNIEFF, Natura 2000) en zone inondable dans le futur PPRi,
- pour les communes soumises au RNU les parties actuellement urbanisées, ou les constructions sont possibles, sont en quasi totalité en dehors de la zone inondable,
- une baisse de la population et une consommation foncière faible.

Ces différents éléments permettent de dire que le PPRi n'aura pas de conséquence sur le développement de l'urbanisation pour ces communes et ne conduira pas à un report d'urbanisation.

Zonage PLU et zones protégées : surfaces concernées par les PPRi

PLU/PLUi (Ha)		Surface (Ha) concernée par PPRi			
		Actuel		Futur	
AU	139	0	0,00 %	0	0,00 %
U	650	23	3,5 %	20	3 %
N	4244	1368	32 %	1310	31 %
ZNIEFF Natura 2000	10166	1684	16,6 %	1610	15,8 %

Consommation foncière 2009-2022

Commune	Surf Naturelle agricole et forestière vers artificialisation (en ha)	Dont artificialisation vers activité (en ha)	Dont artificialisation vers habitat (en ha)	Dont artificialisation vers mixte (en ha)	Dont artificialisation vers inconnu (en ha)	Dont artificialisation vers route (en ha)	Dont artificialisation vers voie ferrée (en ha)
Audes	6,03	0,00	5,48	0,00	0,54	0,00	0,00
Estivareilles	9,40	0,88	8,31	0,00	0,19	0,02	0,00
Lételon	2,68	0,38	2,19	0,09	0,00	0,02	0,00
Meaulne-Vitray	10,84	0,72	9,16	0,00	0,95	0,00	0,00
Nassigny	7,73	0,74	6,56	0,00	0,43	0,00	0,00
Reugny	3,05	0,00	3,05	0,00	0,00	0,00	0,00
Urçay	3,10	0,04	3,05	0,00	0,00	0,01	0,00
Vallon-en-Sully	16,73	0,94	14,61	0,00	1,18	0,01	0,00
Vaux	17,11	0,01	15,89	0,58	0,00	0,64	0,00
Total	76,67	3,71	68,29	0,67	3,29	0,71	0,00

Évolution de la population 2009-2021

Commune	Population municipale 2009	Population municipale 2021	Évolution population municipale 2009-2021
Audes	457	413	-9,63 %
Estivareilles	1085	1116	2,86 %
Lételon	123	90	-26,83 %
Meaulne-Vitray	889	901	1,35 %
Nassigny	191	193	1,05 %
Reugny	263	260	-1,14 %
Urçay	291	291	0,00 %
Vallon-en-Sully	1693	1491	-11,93 %
Vaux	1040	1164	11,92 %
Total	6032	5919	-1,87 %

6 Descriptions des principales incidences sur l'environnement et la santé humaine de la mise en œuvre du PPRi

Effets potentiels sur l'étalement urbain :

Le PPRi limitera l'étalement urbain en protégeant les champs d'expansion de crue (zones inondables non urbanisées) de toute urbanisation. Dans les zones urbanisées soumises à un aléa faible et moyen, les constructions seront toujours possibles sous conditions.

Effets potentiels sur les zones naturelles et agricoles :

Le PPRi n'a pas pour objectif de définir le zonage d'occupation des sols. Les zones non constructibles le resteront. Néanmoins, le PPRNPi en protégeant les champs d'expansion de crue, secteurs inondables non urbanisés, protégera les zones naturelles et agricoles inondables.

Effets potentiels sur les pollutions des eaux (accidentelles notamment) :

En obligeant le stockage des produits polluants ou toxiques au-dessus de la cote de mise hors d'eau, et en réglementant les installations classées pour l'environnement (ICPE) situées en zone inondable, le PPRi limitera :

- les risques de pollution des eaux en cas de survenue d'une crue,
- les embâcles et déchets entraînés par la crue.

Effets potentiels sur le patrimoine bâti, les sites et paysages :

Sans effet, de manière générale, un PPR n'a pas d'impact sur les paysages, puisqu'il ne modifie pas l'occupation du sol existante. Il peut néanmoins empêcher l'évolution d'un paysage naturel ou agricole (inondable) vers un paysage d'urbanisation.

Le PPRi autorise la restauration des bâtiments existants. Il n'empêchera pas l'entretien et la remise en état du patrimoine local.

Effets potentiels sur le cadre de vie, l'exposition des populations aux pollutions et nuisances :

Comme expliqué précédemment, le PPRi limite les risques de pollution en cas de crue. Les constructions autorisées par le PPRi, sont rendues résilientes à la survenue d'une crue, diminuant les coûts pour la société, mais également les travaux nécessaires à leur remise en état et permettant un retour plus rapide à la normale du territoire.

Pour les activités économiques, la connaissance du risque permet de limiter les coûts en cas d'événement et de développer une meilleure résilience, ce qui conduira à un retour à la normale plus rapide.

7 Annexes

- Annexe 1 : Zonage réglementaire du PPRi Rivière Cher (AP 3089/2000 du 25/07/2000)
- Annexe 2 : Zones naturelles
- Annexe 3 : Révision du PPRi : projet de zonage réglementaire
- Annexe 4 : Étude hydrologique et hydraulique